



De la maternelle à l'université : l'École de Blanquer n'est pas la nôtre ! Pas une année de plus !

L'intersyndicale Isère (CGT Educ'action, CNT ; FNEC-FP-FO, FSU, Sud éducation, PAS38-UDAS, SNALC) avec UNL38 :

- alerte sur les conditions inéquitables de passation des examens pour les élèves en cette fin d'année scolaire, sur le mépris adressé aux examinateurs et correcteurs via les dernières consignes ministérielles et sur les conditions inacceptables de la prochaine rentrée dans un contexte de suppression massive de postes ;
- appelle les personnels de l'Éducation à se réunir pour s'organiser, **jusqu'au recours à la grève dès le 17 juin**, contre les réformes Blanquer (lycées et bac), contre les suppressions de postes, pour des créations de postes, pour un véritable plan d'urgence pour l'Éducation avec des moyens pour enfin obtenir la diminution des effectifs dans les classes, pour le recrutement de tous les personnels titulaires indispensables, pour la revalorisation du point d'indice et pour l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique.

Des préavis de grève nationaux sont déposés pour l'ensemble de ces revendications jusqu'à la fin de cette année scolaire pour construire la mobilisation.

Cette fin d'année démontre la nocivité de la réforme des lycées et du bac, exacerbée par les mesures prises au nom de la crise sanitaire :

• **Bac 2021 : le pire pour les élèves**

La réforme des lycées et le bac Blanquer, c'est l'explosion du groupe classe et l'optimisation des moyens par les regroupements. Conjuguée à la gestion sanitaire des demi-jauge reléguée au local, sans vraies adaptations de programmes sachant que pas un lycée n'a fonctionné de la même façon ni sur les mêmes contenus. S'il se passe, le bac 2021 serait le plus inéquitable de ces dernières années.

• **Examineurs et correcteurs méprisés**

Les collègues de philosophie nous alertent déjà : corrections dématérialisées sur équipement personnel, augmentation du nombre de copies à corriger, réduction du délai de correction. Soit un travail monumental pour qu'au final ne soit retenue que la meilleure des notes entre celle de l'épreuve et celle du contrôle continu : cela relève surtout qu'il y a bien un problème sur la passation des épreuves ! Voir l'appel à mobilisation de deux associations de professeurs de philo au verso.

Pour le Grand Oral et le Chef d'œuvre, symboles du nouveau bac Blanquer, des collègues sont appelés à participer aux jurys sur des sujets pour lesquels ils n'ont aucune expertise. Dans l'Éducation, n'importe qui pourrait désormais évaluer n'importe quoi ? Ce n'est pas acceptable.

• **Élèves malmenés**

Dans ces conditions quels sont les élèves qui passeront le mieux au travers de la moulinette à sélection de « Parcoursup » ? Quels sont ceux qui sont réellement préparés au Grand oral ? De même aucune adaptation de contenu n'est envisagée à l'heure actuelle pour les épreuves du DNB. Dans tous les cas, ce sont les élèves les plus fragiles qui vont être pénalisés.

Le gouvernement et le Ministre Blanquer poursuivent la casse du système scolaire :

- Dans le 1^{er} degré : des dédoublements sur GSM, CP et CE1, mais au détriment d'effectifs bien plus conséquents sur les autres niveaux ;
- Des directeurs d'école deviennent des supérieurs hiérarchiques alors qu'actuellement ils ne le sont pas et ne veulent pas l'être ;
- La pénurie de remplaçants, organisée par le ministre qui refuse le recrutement sur les listes complémentaires, conduit à renvoyer de nombreux élèves de l'école ;
- Pour le 2nd degré dans l'académie de Grenoble et pour la rentrée 2021 : suppression de 160 postes d'enseignants alors que 1115 élèves supplémentaires sont attendus ;
- 2 HSA imposables et très souvent imposées aux enseignants dans le second degré ;
- Aucune création de postes de PsyEN, d'infirmières, d'AS, de CPE et de personnels administratifs.
- Un recours massif à la contractualisation plutôt qu'à une vraie revalorisation et un plan de recrutement de fonctionnaires
- Des AESH encore plus malmenés et précarisés avec la mise en place des PIAL avec des temps partiels toujours imposés et en dépit des promesses ministérielles et donc toujours avec un salaire moyen net mensuel de 760 € donc sous le seuil de pauvreté.
- Des AED sur tous les fronts mais avec peu de perspectives professionnelles et même après 6 ans de CDD.
- Un Grenelle de l'Éducation qui n'engage que des miettes de rémunération, en particulier via des primes et une maigre revalorisation qui ne concerne que peu de personnels
- Une éducation prioritaire en danger avec notamment la mise en place des CLA (Contrats Locaux d'Accompagnement) davantage voué à rendre compte de l'utilisation des moyens que d'apporter des réponses aux besoins.

Pour toutes ces raisons : mobilisons-nous !

RDV le jeudi 17 juin pour construire la mobilisation contre les réformes Blanquer et la mascarade des examens de cette fin d'année, et lutter pour la maîtrise de nos conditions de travail, avec à 12h00 : rassemblement et AG des grévistes et collègues mobilisés devant le Rectorat de Grenoble



Communiqué : Un Grand oral impossible et illégitime

9 mai 2021

L'organisation du temps scolaire et le travail continu des élèves ont été très largement affectés par la gestion de la crise sanitaire. Or, dans ce contexte, le ministère a décidé de maintenir le Grand oral, moyennant des aménagements marginaux.

Tout le monde sait, sauf le ministre, que cette épreuve n'a nulle part pu être préparée. En s'obstinant envers et contre tout à maintenir le totem de sa réforme, il place les correcteurs dans la position impossible d'évaluer un travail qui n'a pu être mené à bien.

Mais au-delà du contexte perturbé de la session 2021, le Grand oral n'a pas sa place parmi les épreuves de baccalauréat 1. En privilégiant la forme sur le fond et en contraignant les correcteurs à devoir évaluer, pour certains candidats, des prestations qui ne portent pas sur leur discipline, il ridiculise l'examen.

Le Comité national de l'APPEP dénonce ce mépris décomplexé du travail des professeurs et des élèves.

Il exige l'abandon du Grand oral pour la session du baccalauréat 2021 et réitère sa demande de suppression de cette épreuve illégitime sous sa forme actuelle.

Il appelle tous les professeurs de philosophie à se mobiliser pour dire leur refus de cette mascarade.

Communiqué : Baccalauréat : il est encore temps d'arrêter la mascarade

24 mai 2021 Extraits :

« Alors que la crise sanitaire a conduit le ministère à ramener au contrôle continu la plupart des épreuves d'un baccalauréat fortement réduit, il a cependant décidé de maintenir les deux épreuves dites « universelles » que sont la philosophie et le « grand oral ».

L'APPEP n'a jamais été dupe de la prétendue volonté ministérielle de sanctuariser la philosophie, dont la part dans le baccalauréat a été réduite et que la réforme du lycée met dans une situation absurde, avec une spécialité HLP qui fait précéder l'année d'initiation d'une année de spécialisation. L'APPEP sait également que le maintien d'une épreuve de philosophie le 17 juin sert tout au plus à justifier le maintien concomitant de l'épreuve-phare de la réforme, le « grand oral » dont elle a dès juillet 2019 1 et à plusieurs reprises depuis exposé les déficiences, propices à discréditer la pratique de l'oralité plutôt qu'à en cultiver utilement les ressources.

Mais les choses n'en sont pas restées là : en réponse à une demande lycéenne d'annuler un « grand oral » qu'il a été impossible de préparer sérieusement et de ramener la philosophie elle aussi au contrôle continu, le ministère a pris une décision extrêmement nuisible à la philosophie, à savoir que le jury ne tiendrait compte de sa note que si elle était supérieure au contrôle continu.

Face à cette instrumentalisation de la philosophie qui va jusqu'à faire de l'épreuve un épisode grotesque et à rendre son évaluation équitable quasiment impossible, l'APPEP en a demandé l'annulation le 9 mai dernier...

[...]

Dans cette situation inédite, l'APPEP ne peut que partager le désarroi et la colère des professeurs de philosophie qu'on somme de prendre part à ces faux-semblants d'épreuves finales.

Au Ministre de l'Éducation nationale, l'APPEP adresse une nouvelle fois sa demande d'annulation des prétendues épreuves de philosophie et de « grand oral ».

Aux corps d'inspection, l'APPEP demande qu'ils manifestent leur soutien à la discipline et à ses enseignants en les protégeant d'éventuelles pressions dans le cadre de l'examen.

Aux élèves et à leurs organisations, l'APPEP dit sa compréhension et son souci que leur apprentissage de la philosophie ne soit pas tourné en dérision.

À l'ensemble des professeurs de philosophie, l'APPEP renouvelle son appel à la mobilisation et confirme qu'elle apportera son soutien à quiconque subira des pressions, des intimidations ou des sanctions, d'où qu'elles viennent.